

Allocution de clôture

M. Roger DEHAYBE
*Administrateur général de
l'Agence intergouvernementale de la Francophonie*

Merci Monsieur le Président,

Je voudrais ne pas faire un discours, mais partager avec vous quelques réflexions.

La première impression et le sentiment que j'éprouve en ce moment est un sentiment de reconnaissance. D'abord, parce que je mesure bien ce que Madame Jeannine Bugain, Monsieur Charron, les collègues du Comité et tout ceux qui ont entouré Madame Jeannine Bugain ont réalisé pendant ces deux ans. C'est grâce à leur travail que nous pouvons aujourd'hui, à cette heure tardive, partir heureux, fiers, peut-être un peu frustrés parce que l'on aurait voulu dire plus ou entendre plus, mais je crois, tous mobilisés.

Je voudrais dire au nouveau Comité, qu'il nous appartient d'entretenir cette mobilisation. La pire des choses qui puisse arriver, c'est de voir reprendre l'habitude reprenant les rythmes du quotidien et la mobilisation céder au conformisme. Il faudra, nous rappeler ce que nous avons dit, ensemble, à Québec.

Nous allons avoir beaucoup de travail puisque les différents ateliers, les séances plénières et la richesse des débats ouvrent des perspectives qui vont nous obliger les uns et les autres à nous remettre à table pour, au-delà des considérations politiques, déboucher sur des actions concrètes. Car si je retiens une chose importante de vos débats, c'est que vous ne vous êtes pas contentés de parler, vous avez " parlé pour dire". Et lorsqu'on a parlé pour dire, il faut "dire pour agir".

Cette réunion n'arrive pas par hasard dans le calendrier de la Francophonie, elle se tient au moment où notre Agence développe sa réflexion sur la Programmation du Biennium 2002-2003.

Nos équipes sont mobilisées pour réaliser un travail simple qui consiste à analyser avec lucidité et esprit critique ce que nous faisons.

Il y a quelques mois et pour la première fois dans l'histoire de l'Agence, je vous ai transmis la programmation détaillée de l'Agence en vous demandant de vous positionner comme des partenaires de cette programmation.

Ce que nous vous proposons aujourd'hui c'est de faire le travail en amont, c'est-à-dire, de nous mettre à table, tous ensemble, pour qu'effectivement quand nous proposerons la Programmation à nos autorités, les chefs d'Etat et les Ministres, nous ayons réfléchi ensemble, chantier par chantier, programme par programme, afin de voir la place que vous pourriez prendre. Cette place sera conditionnée par certains paramètres, les paramètres financiers, les paramètres de faisabilité, mais surtout les paramètres de votre engagement.

Permettez moi d'ouvrir une parenthèse au sujet de la programmation. J'ai eu, avec les uns et les autres, pendant ces quelques jours des discussions informelles sur des chantiers nouveaux comme, par exemple, la santé. Je ne crois pas que nous devions élargir à l'infini le chantier de la Francophonie, et, les chefs d'Etat ont eu raison, au Sommet de Moncton, de resserrer la Programmation. Nous ne devons donc pas nous disperser dans les chantiers nouveaux même si nous reconnaissons que le problème de la santé est fondamental par rapport au développement. Cela ne veut pas dire que nous n'allons pas nous occuper de santé. Mais les Francophones doivent interpeller les organisations spécialisées, développer les concertations francophones afin qu'à l'OMS les Etats et gouvernements de la Francophonie pèsent d'un poids réel.

Les Francophones ont souvent tendance à baisser les bras et à considérer que si telle organisation internationale ne répond pas aux préoccupations des Francophones, il faut faire quelque chose ailleurs qui sera davantage à notre portée. Faisons attention, nos Etats et nos gouvernements soutiennent cette Organisation, et nous ne devons pas nous disperser et laisser la place dans cette Organisation à ceux qui n'ont pas notre sensibilité. Notre mobilisation doit se faire donc, non seulement par rapport à la Francophonie, mais aussi par rapport à l'ensemble des Organisations internationales.

De même, qu'à un moment donné, le débat sur la société civile et les représentants politiques. De grâce, n'opposons pas les OING à la société politique. Si dans certains cas le pouvoir politique n'apparaît pas représentatif, mais n'en faisons pas une règle ou une doctrine. Cette position est extrêmement dangereuse par rapport à notre vision de la démocratie.

Enfin, sur le fond, par rapport à la mondialisation qui est au centre de vos préoccupations. Quand vous parlez de développement, se pose le problème de la mondialisation. Là aussi, ne nous trompons pas. Aujourd'hui ce qui est en cause, ce n'est pas l'opposition entre le réseau associatif et les institutionnels ou politique, mais l'enjeu réel, c'est la position que nous pouvons avoir ensemble face à d'autres puissances que constituent, par exemple, les multinationales.

Et, si vous le voulez bien revenir sur l'appel que j'ai lancé à l'ouverture de la Conférence en disant : travaillons sur la problématique de la diversité culturelle, travaillons

ensemble sur la problématique de l'information. Nous savons très bien que quelle que soit la volonté des uns et des autres, quelle que soit la mobilisation, et je sais que la vôtre est grande, il y a des puissances très grandes aujourd'hui, qui diffusent leur vision du monde, leurs valeurs, quand ce n'est pas leur langue. Aujourd'hui, ces puissances sont en train de gagner. Le Sud et nous avons encore la capacité de résister et de dialoguer.

Je vous donnerai tout simplement un chiffre. Deux grandes sociétés de films et de disques "Warner" et "EMI" essaient aujourd'hui de fusionner avec AOL. Si l'opération réussit, cette puissance va contrôler la production de l'image et de la musique tout en contrôlant aussi leur diffusion. Ce n'est pas un combat qui peut opposer la société civile aux institutions publiques. C'est un combat que nous devons mener ensemble, parce que, finalement, la puissance, dans ce cas, n'est pas du côté politique. Elle a aujourd'hui changé de camp.

Sur un certain nombre de sujets il n'y a pas de contradiction entre le gouvernemental et l'associatif. Au contraire, sur bien des points et sur bien des plans, nous devons engager une nécessité de stratégie commune.

Plusieurs recommandations ont été faites à l'Agence qui montrent, premièrement que les besoins sont grands et deuxièmement que nous informons mal. Car beaucoup de suggestions représentent déjà des programmes, sans doute modestes, mais réels de l'Agence.

Je demande donc à mes collaborateurs d'analyser l'ensemble de vos recommandations. Vous pouvez d'ores et déjà trouver sur Internet des informations sur bien des programmes concrets que vous avez proposés dans vos différentes interventions.

Voilà, chères amies et chers amis, les quelques réflexions que je voulais faire devant vous et partager avec vous.

Je ne serais pas complet, si je ne vous parlais pas de sentiments, si je n'exprimais pas notre reconnaissance aux amis du Québec qui ont prouvé, une fois de plus, leur engagement francophone et leur engagement à côté du monde associatif, à S.E. Madame Louise Baudoin, présente à l'ouverture de nos travaux, à l'accueil, hier soir, par le Monsieur Député Simard, pour son accueil, hier soir de sa présence, à nouveau, ce jour et de le remercier de son amitié, et à Monsieur le Sous Ministre, S.E. Monsieur Jacques Vallée, présent à nos côtés.

Je vous ai dit que je parlerai de sentiments et d'impressions, et, je veux vous dire mon sentiment : travailler avec vous est un honneur.

Je suis, ce soir, heureux !

Je suis honoré !

Je suis ému !

Vous êtes formidables !